



> FOCUS

APPRENTISSAGE :
LES RÉGIONS
ONT LÂCHÉ
DU LEST

Après avoir claqué la porte de la concertation sur la réforme de l'apprentissage en décembre, les régions ont « renoué le dialogue » avec le gouvernement, a fait savoir, lundi, Hervé Morin, le président centriste de la région Normandie et de l'Association des régions de France (ARF). Il sortait de la réunion avec Édouard Philippe ainsi que les ministres du Travail et de l'Éducation nationale.

Face à un exécutif déterminé à leur retirer le pilotage de l'apprentissage – et les financements de 1,6 milliard d'euros qui vont avec – pour le confier au monde professionnel, les 16 présidents de région ont fini par lâcher du lest. Globalement, ils acceptent de passer d'un système de subventions régionales des centres de formation d'apprentis (CFA) à un financement au nombre de contrats de formation d'apprentis. Ce qui signifie qu'un CFA sans élève devra fermer mais à condition que « l'aménagement des territoires » soit pris en compte, insiste Hervé Morin. Si l'idée de définir les tarifs des formations dispensées dans les CFA au niveau national est acceptée, les régions pourront toutefois les moduler (à la hausse) dans certains cas. Et, plus spécifiquement, lorsque « les coûts des formations seront plus élevés, comme dans les CFA situés dans les régions rurales ou les zones sensibles », souvent moins remplis que dans les grandes villes, précise le président de l'ARF. L'exécutif planche sur les modalités techniques.

Quant au retrait de leur compétence exclusive d'ouverture et de fermeture des CFA et des sections de formation, les régions ont compris que l'exécutif ne transigerait pas sur ce point. « Le principe doit être la liberté d'ouvrir un CFA, finit par reconnaître Hervé Morin. Mais avec un droit d'opposition de la région. » Un point à finaliser, l'exécutif n'ayant apparemment pas l'intention de leur conférer un droit de veto stricto sensu. « Nous n'avons pas conclu sur ce point. Si la décision (de s'opposer à l'ouverture, NDLR) est extrêmement motivée, c'est une piste à examiner », explique d'ailleurs une source gouvernementale. **MANON MALHÈRE**